

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 10478
Numéro SIREN : 849 942 610
Nom ou dénomination : 71SGP

Ce dépôt a été enregistré le 29/01/2020 sous le numéro de dépôt 11184

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 29-01-2020

N° DE DEPOT : 2020R011184

N° GESTION : 2019B10478

N° SIREN : 849942610

DENOMINATION : 71SGP

ADRESSE : 71 rue de Seine 75006 Paris

DATE D'ACTE : 17-12-2019

TYPE D'ACTE : Procès-verbal

NATURE D'ACTE : Changement de président

71SGP

Société par actions simplifiée à capital variable – capital minimum de 200.000 €
71 rue de Seine - 75006 PARIS
849 942 610 R.C.S. Paris

PROCES-VERBAL DE LA DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE **EN DATE DU 17 DECEMBRE 2019**

Le dix-sept décembre deux mille dix-neuf,

- La **SOCIETE DE GESTION DE PARTICIPATIONS**, société par actions simplifiée à capital variable, au capital minimum de 40.000 €, dont le siège social est 71 rue de Seine - 75006 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 326 422 441, représentée par son Président, Monsieur Robert REIPLINGER,

Agissant en qualité d'associé unique de la société 71SGP, a pris les décisions suivantes relatives à :

- Démission de Monsieur Robert REIPLINGER de ses fonctions de Président,
- Nomination de la SOCIETE DE GESTION DE PARTICIPATIONS aux fonctions de Président,
- Suite à la cession d'actions intervenue ce jour, modification des statuts pour tenir compte du fait que la société est devenue unipersonnelle,
- Pouvoirs pour les formalités.

DROIT DE COMMUNICATION

Toutes les informations, tous les rapports et autres documents légaux ont été transmis à l'associé unique selon les modalités et dans les délais prévus par les statuts.

DECISIONS

PREMIERE DECISION

L'associé unique prend acte de la démission de Monsieur Robert REIPLINGER de ses fonctions de Président à compter de ce jour.

L'associé unique nomme en qualité de nouveau Président de la société, pour une durée indéterminée à compter de ce jour :

- **SOCIETE DE GESTION DE PARTICIPATIONS**, société par actions simplifiée à capital variable, au capital minimum de 40.000 €, dont le siège social est 71 rue de Seine - 75006 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 326 422 441, représentée par son Président, Monsieur Robert REIPLINGER,

La SOCIETE DE GESTION DE PARTICIPATIONS exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues par les statuts.

DEUXIEME DECISION

Par suite de la cession d'actions intervenue ce jour, la SOCIETE DE GESTION DE PARTICIPATION est devenue associée unique de la société 71SGP.

L'associé unique décide d'apporter aux statuts les modifications nécessaires pour qu'ils s'appliquent à une SAS unipersonnelle. L'associé unique adopte donc les statuts tels qu'ils lui ont été soumis et qui resteront annexés au présent procès-verbal.



TROISIEME DECISION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité prévues par la loi.

DONT PROCES-VERBAL

Fait à Paris, le 17 décembre 2019

SOCIETE DE GESTION DE PARTICIPATIONS
Représentée par son Président, Monsieur Robert REIPLINGER



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 29-01-2020

N° DE DEPOT : 2020R011184

N° GESTION : 2019B10478

N° SIREN : 849942610

DENOMINATION : 71SGP

ADRESSE : 71 rue de Seine 75006 Paris

DATE D'ACTE : 17-12-2019

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

71SGP

Société par actions simplifiée unipersonnelle à capital variable
capital minimum de 200.000 €

71 rue de Seine - 75006 PARIS

STATUTS

MIS A JOUR LE 17 DECEMBRE 2019

Copie certifiée conforme à l'original
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Albert Lichner', is written over the printed text 'Le Président'.

STATUTS

Article 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée unipersonnelle à capital variable, qui sera régie par les lois et règlements en vigueur concernant sa forme et la variabilité de son capital social ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et en tous autres pays :

Principalement :

- l'acquisition, la détention, la rénovation, l'entretien, la location, la gestion, l'exploitation sous toutes ses formes de tous biens immobiliers, immeubles et parties d'immeubles, droits immobiliers et actions ou parts de sociétés immobilières, le tout directement ou indirectement ;

Accessoirement :

- l'acquisition, la détention, la rénovation, l'entretien de tous biens immobiliers, immeubles et parties d'immeubles, droits immobiliers et actions ou parts de sociétés immobilières en vue de leur revente ;
- conseiller toutes entreprises ou personnes dans leur stratégie d'investissement ou de développement ;

Et plus généralement :

- toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet spécifié ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement de l'objet spécifié.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La présente Société par actions simplifiée a pour dénomination sociale :

71SGP

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés au tiers, la dénomination doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée à capital variable » ou des initiales « S.A.S. à capital variable », de l'énonciation du montant du capital plancher ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé 71 rue de Seine - 75006 PARIS.

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux en France interviennent sur simple décision du Président.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 (QUATRE VINGT DIX NEUF) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6 - APPORTS

Il a été apporté à la Société lors de sa constitution la somme en numéraire de 200.000 € (DEUX CENT MILLE EUROS).

Ladite somme correspond à 2.000 actions de 100 € chacune de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées en numéraire ainsi qu'en atteste le certificat du dépositaire établi par la banque NATIXIS WEALTH MANAGEMENT - 115 rue Montmartre - 75002 PARIS, en date du 26 mars 2019.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

- 7A : CAPITAL PLANCHER - CAPITAL AUTORISE

Le capital maximum autorisé (le "**Capital Autorisé**"), qui constitue le plafond en-deçà duquel les souscriptions peuvent être reçues sans nouvelle autorisation par décision de l'associé unique, est fixé à 2.000.000 €.

Le Capital Autorisé peut être augmenté en vertu d'une **décision de l'associé unique**.

Le Capital Autorisé peut également être réduit en vertu d'une **décision de l'associé unique**, pour quelque cause que ce soit.

Le capital social ne pourra être inférieur à 200.000 € (le "**Capital Plancher**").

Le Capital Plancher peut être modifié en vertu d'une **décision de l'associé unique** sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 231-5 du Code de commerce.

- 7B : VARIABILITE DU CAPITAL

Le capital social effectif (le "**Capital Effectif**") représente la fraction du Capital Autorisé qui est effectivement souscrite par les associés à un moment quelconque de la vie sociale. En application des dispositions des articles L. 231-1 à L. 231-8 du Code de commerce, le Capital Effectif est susceptible d'augmentation par des versements successifs de l'associé unique ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués, dans les conditions précisées ci-après.

Le Capital Effectif peut être augmenté par des versements successifs de l'associé unique ou l'admission d'associés nouveaux, sans pouvoir dépasser le montant du Capital Autorisé, sauf si ce dernier fait l'objet d'une augmentation dans les conditions prévues à l'Article 7B.

Le Président a tous pouvoirs pour recevoir la souscription en numéraire d'actions nouvelles émanant soit de l'associé unique, soit de nouveaux souscripteurs, dans la limite du montant du Capital Autorisé.

Le prix de souscription des actions nouvelles sera fixé par **décision de l'associé unique**.

Les souscriptions reçues au cours d'un trimestre civil seront constatées dans une déclaration des souscriptions et des versements établie par le Président le dernier jour de ce trimestre.

Le capital social peut, par ailleurs, être augmenté dans les conditions prévues à l'Article 7C ci-après.

De même, les augmentations de capital par apport en nature ou par incorporation de réserves, primes ou bénéfices devront être décidées par **décision de l'associé unique** et réalisées dans les conditions définies à l'Article 7C ci-après.

Le Capital Effectif est susceptible de réduction par voie de reprise totale ou partielle des apports de l'associé unique. Néanmoins, aucune reprise d'apport ne pourra avoir pour effet de réduire le Capital Effectif à une somme inférieure au Capital Plancher, soit au dixième du Capital Autorisé, conformément aux dispositions de l'article L. 231-5 du Code de commerce.

Le Président a tous pouvoirs pour constater la réduction de capital ainsi intervenue.

Chaque année, la décision de l'associé unique par laquelle il est statué sur les comptes du dernier exercice clos et l'affectation de son résultat, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables, constatera le montant du Capital Effectif à la clôture de cet exercice.

- 7C : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le Capital Autorisé est augmenté ou réduit par tous moyens et selon toutes modalités autorisés par la loi et les règlements, mais exclusivement par **décision de l'associé unique**, même si l'augmentation est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport.

L'associé unique peut cependant déléguer au Président, selon toutes modalités autorisées par la loi et les règlements, les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider ou réaliser une augmentation du capital ou toute autre émission de titres, ainsi qu'une réduction du capital. La forme juridique de la Société lui interdit de procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions, sous réserve des offres autorisées par la loi et les règlements.

ARTICLE 8 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées à la souscription d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception. Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription au nom de l'associé unique sur les comptes et registres tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur sur les sociétés commerciales pour les sociétés anonymes.

A la demande de l'associé unique, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

A chaque action est attaché un (1) droit de vote.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions collectives de l'associé unique valablement adoptées et aux présents statuts. Sauf décision contraire du cédant et du cessionnaire, la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve.

L'associé unique n'est responsable du passif social qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et les obligations attachés à l'action (à l'exception, en conséquence, de ceux attachés à la personne de leur détenteur) suivent l'action quel qu'en soit le détenteur.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

ARTICLE 12 - COMPTES COURANTS

Avec le consentement du Président, l'associé unique ou toute société apparentée peuvent verser ou laisser en compte courant, dans la caisse de la Société, les sommes nécessaires à celle-ci.

Ces sommes produisent ou non intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine le Président, en accord avec le créancier.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

L'ouverture d'un compte courant ne constitue pas une convention soumise aux dispositions de l'article 16 des présents statuts.

ARTICLE 13 - TRANSMISSION DES ACTIONS - NANTISSEMENT

Cession des actions :

Les actions se transmettent par virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou par son mandataire.

Sur réception de ce document par la Société, le mouvement fait l'objet d'une inscription sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements », rendant la cession opposable aux tiers.

Agrément des cessionnaires :

Les actions ne peuvent être cédées qu'après autorisation donnée par **décision de l'associé unique**.

Nantissement des actions émises par la Société :

Les nantissemments devront être préalablement autorisés par une **décision de l'associé unique**.

L'accord donné pour un nantissement vaut agrément du créancier s'il devait devenir **associé**.

Tout nantissement non conforme au présent article est inopposable à la Société.

ARTICLE 14 - LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée et dirigée par un Président qui est soit une personne physique, salariée ou non, associée ou non de la Société, soit une personne morale, associée ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, elle est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant. Dans ce cas, son représentant et/ou ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne morale ou physique, est nommé par une **décision de l'associé unique** pour une durée indéterminée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit par l'associé unique qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Sa démission n'est recevable que si elle est adressée à l'associé unique par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le Président personne morale associée sera démissionnaire d'office au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président est révocable à tout moment **par décision de l'associé unique**. La décision de révocation du Président doit être motivée. Si la révocation intervient sans juste motif, le Président ainsi révoqué aura droit à une indemnité à concurrence du préjudice subi (en tenant compte, s'il y a lieu, des dispositions de pactes d'associés).

La rémunération du Président est fixée par une **décision de l'associé unique**.

En outre, le Président sera remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le Président personne physique ou le représentant de la personne morale Président peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée.

Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom et pour le compte de la Société dans les limites de l'objet social. Il pourra déléguer sa signature et ses pouvoirs à toute personne de son choix pour des durées limitées et des opérations qu'il devra préciser.

Assistance d'un ou plusieurs directeurs généraux :

Le Président peut être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux, personne(s) physique(s) ou morale, salariée ou non, associée ou non, **désignés par le Président**.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, elle est représentée par son représentant légal. Dans ce cas, son représentant est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était Directeur Général en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il dirige.

Le ou les Directeurs généraux sont nommés pour une durée de deux (2) ans, étant précisé que le ou les mandats du ou des Directeurs Généraux expireront de plein droit en cas d'expiration sans renouvellement du mandat du Président le ou les ayant nommés. Sous cette réserve, le ou les mandats du ou des Directeurs Généraux seront renouvelable par tacite reconduction à leur terme pour des périodes successives d'un (1) an, sauf préavis d'au moins six (6) mois notifié par le Président avant l'arrivée d'un terme.

Le non-renouvellement n'a pas à être motivé.

Les fonctions du ou des Directeurs Généraux prennent fin par le décès, la démission, la révocation, l'expiration du mandat concerné et/ou l'expiration du mandat du Président ayant nommé le ou les directeurs généraux.

Le ou les Directeurs Généraux peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois.

Leur démission n'est recevable que si elle est adressée à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en mains propres au Président.

Le ou les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par décision du Président.

La décision de révocation du ou des Directeurs Généraux doit être motivée.

Si la révocation intervient sans justes motifs, le Directeur Général concerné ainsi révoqué aura droit à une indemnité à concurrence du préjudice subi.

Le ou les Directeurs Généraux pourront percevoir une rémunération, laquelle est fixée par le **Président**.

En outre, le ou les Directeurs Généraux seront remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Le ou les Directeurs Généraux, personnes physiques, pourront être également **liés** à la Société par un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée.

Le ou les Directeurs Généraux représentent la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom et pour le compte de la Société dans les limites de l'objet social et sous réserve, dans ses rapports avec l'associé unique, des limitations de pouvoirs ci-après définies.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions réglementées sont celles prévues par la loi (article L.227) et tous autres textes légaux et réglementaires en vigueur.

Les dispositions prévues par la loi et par ces textes devront être appliquées pour de telles conventions.

Elles devront être communiquées à qui de droit au plus tard avant le cinquième mois qui suit la clôture de l'exercice.

La communication pourra être faite par tous moyens et notamment par courrier électronique.

La décision collective d'approbation pourra résulter d'un courrier électronique adressé à la Société par l'associé unique, d'une simple réunion ou d'une conférence téléphonique.

Le Président consignera le résultat sur un Procès-Verbal à transcrire dans les Registres des Procès-Verbaux de la Société.

ARTICLE 16 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique prend toutes les décisions qui ne relèvent pas des pouvoirs exclusifs du Président.

La prise de ces décisions est initiée, selon le cas :

- par le Président de la Société ;
- par l'associé unique ;
- par le Commissaire aux Comptes de la Société dans les cas prévus par la loi.

Elle est organisée par le Président ou, à défaut, par celui ou ceux qui l'ont initiée.

Les décisions prises par l'associé unique sont les suivantes :

- l'approbation des comptes et rapports annuels et l'affectation du résultat ;
- les modifications statutaires ;
- la variation du capital variable en dehors de la fourchette autorisée ;
- la fixation du prix de souscription des actions nouvelles en cas de variation du capital variable dans la fourchette autorisée ;
- l'autorisation à donner au Président de la société pour les opérations visées à l'article 14 (Limitation de pouvoirs) des présents statuts.

Tous les documents légaux, statutaires ou utiles à l'appréciation de l'associé unique (notamment les rapports et le texte du projet des résolutions) doivent lui être transmis en même temps que la convocation par celui ou ceux qui organisent la prise de décision, par lettre simple ou recommandée, télécopie, courrier électronique, au moins trois jours à l'avance.

En cas de décision prise par l'associé unique dans un acte unique sous seing privé et sous son initiative, un rapport préalable du Président ou une information préalable du Commissaire aux Comptes ne seront nécessaires que si cela est expressément exigé par la loi ou demandé par l'associé unique.

Modalité de prise des décisions de l'associé unique :

Les décisions de l'associé unique sont prises, selon le cas :

- au siège social de la Société après qu'il aura été convoqué 5 (cinq) jours à l'avance par tous moyens probants ;
- suite à une consultation émanant de celui ou ceux qui l'ont initiée par courrier ordinaire ou recommandé ou électronique, télécopie, visioconférence ou conférence téléphonique ;
- dans un acte sous seing privé signé par l'associé unique.

L'associé unique peut se faire représenter par tout mandataire de son choix.

Les décisions de l'associé unique seront transcrites dans le Registre coté et paraphé de la Société et leurs copies ou extraits seront certifiées conformes à l'original par le Président ou l'un des Directeurs Généraux.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'associé unique désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants.

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

A titre exceptionnel, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2020.

ARTICLE 19 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

L'associé unique doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les neuf mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prorogation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 20 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital plancher ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce seuil.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique peut prélever toutes sommes qu'il juge nécessaires pour les affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les sommes mises en réserve ou reportées à nouveau devront correspondre aux besoins de liquidités de la Société pour faire face à ses obligations, ses impôts et ses emprunts exigibles.

Au-delà de ces besoins, elles seront distribuées à l'associé unique.

Le solde, s'il en existe, est un DIVIDENDE attribué à l'associé unique, conformément à l'article 21 ci-dessous.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital souscrit augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Le total des pertes peut aussi être effacé en tout ou partie par une réduction de capital approuvée par l'associé unique.

ARTICLE 21 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

L'associé unique pourra accepter que cette somme soit inscrite au crédit de son compte courant, ce qui vaudra paiement.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement et non inscrits au compte courant de l'associé unique sont prescrits.

ARTICLE 22 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital plancher, le Président devra appliquer les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 23 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en société d'une autre forme est possible et sera décidée par l'associé unique en conformité avec les dispositions légales en vigueur et avec les présents statuts.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'associé unique peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « Société en liquidation » ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Si la dissolution de la Société est décidée, il sera fait application des dispositions offertes par les lois en vigueur.

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société, son Président ou son associé unique, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents pour le siège social.

ARTICLE 26 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au Président pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour demander l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social et certifier les copies des procès-verbaux d'assemblées.

STATUTS MIS A JOUR A PARIS, LE 17 DECEMBRE 2019

